

Instance :	Comité de gestion du réseau (CGR)	Date de la rencontre :	2023-05-17
But :	Information	Durée de la présentation :	10 minutes
Pièce(s) jointe(s) à la fiche :	■ Présentation PowerPoint et Guide de mise en œuvre		

Direction générale ou établissement :	Direction générale des aînés et des proches aidants (DGAPA)
Porteur du dossier :	Sylvain Gagnon, sous-ministre adjoint

Sujet
Présentation du Guide de mise en œuvre concernant les modalités d'utilisation des caméras dans les chambres des résidents et les espaces communs dans les maisons des aînés et les maisons alternatives (MDA MA)

Résumé du dossier (sommaire exécutif)
<p>L'installation de caméras dans les chambres et les espaces communs est inscrite comme orientation dans le document sur les orientations technologiques à déployer dans les MDA MA.</p> <p>Pour ce faire, un guide a été produit pour soutenir les établissements dans la mise en œuvre de cette nouveauté. Le guide vise à définir les balises opérationnelles de l'utilisation des caméras comme outil clinique dans les espaces privés (chambres) et communs (salle à manger, salon, corridors) des MDA MA.</p> <p>L'utilisation de la caméra comme outil d'intervention clinique doit viser une amélioration de la qualité de vie et une meilleure efficacité et pertinence des interventions auprès des résidents. De plus, elles peuvent servir comme outils de prévention et d'intervention complémentaires lors de situations cliniques spécifiques comme le risque de chute.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'utilisation de la caméra doit se faire uniquement avec le consentement libre et éclairé de la part du résident et de son représentant, le cas échéant.</li><li>• Lorsque l'utilisation de cette technologie n'a pas été autorisée par le résident et par son représentant, un interrupteur dans la chambre doit permettre de fermer la caméra.</li><li>• La caméra n'est pas un outil permettant de pallier le manque de personnel et ne constitue pas un moyen de surveillance de la prestation des soins et des services du personnel.</li></ul> <p>Des mesures doivent être prises par les établissements pour le déploiement de cet outil clinique notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Identifier le gestionnaire responsable et imputable de la bonne utilisation de cette technologie;</li><li>• Identifier le lieu où s'effectuera la surveillance (lieu confidentiel/écran visible uniquement par le surveillant);</li><li>• Développer des standards de surveillance et les outils de suivi;</li><li>• Identifier le mécanisme de protection, d'accès, de conservation et de destruction des données.</li></ul>

Enjeux et impacts importants (ressources humaines, financières, matérielles, législatives, etc.)
S. O.

Liens avec :
<div><input type="checkbox"/> Plan stratégique ministériel 2019-2023</div> <div><input type="checkbox"/> Ententes de gestion et d'imputabilité</div> <div><input type="checkbox"/> Lois, règlements, directives ministérielles, circulaires, etc.</div>
Prise en compte des principes de développement durable (CODIR) : Ne s'applique pas

Étapes franchies – groupes consultés
<ul style="list-style-type: none"><li>■ Validation du guide d'utilisation auprès des directions concernées au ministère de la Santé et des Services sociaux;</li><li>■ Présentation au comité stratégique du projet de déploiement des maisons des aînés et alternatives du 19 avril 2023.</li></ul>

Étapes à venir	
<div><div>▪</div>Présentation aux directeurs de la table conjointe SAPA, DIDPTSA et de la TMQ;</div> <div><div>▪</div>Présentation aux rencontres opérationnelles réseau MDA MA (chargés de projet et GRMV).</div>	
Interventions attendues	
Du MSSS (CODIR / CGR)	Des PDG ou établissements (CGR)
	<div><div>▪</div>Soutenir le déploiement de l’utilisation des caméras dans les chambres et les espaces communs dans les MDA MA, dans le respect des droits et libertés des résidents;</div> <div><div>▪</div>S’assurer que leur utilisation respecte ce qui est prévu au protocole d’utilisation établi par l’établissement, en conformité aux enlignements du présent Guide de mise en œuvre pour l’utilisation des caméras.</div>
Lu et approuvé par :	
<div>Sylvain Gagnon</div> <div>sous-ministre adjoint, DGAPA</div>	<div>2023-05-08</div> <div>Date</div>

# MAISONS

## DES AÎNÉS ET ALTERNATIVES

CGR

Par Sylvain Gagnon  
SMA DGAPA  
17 mai 2023

# GUIDE de mise en œuvre concernant les modalités d'utilisation des caméras dans les chambres des résidents et les espaces communs

## Objectif :

Viser à définir les balises opérationnelles de l'utilisation des caméras comme outil clinique dans les espaces privés (chambres) et communs (salle à manger, salon, corridors) des MDA MA.

## L'utilisation de la caméra :

- Vise une amélioration de la qualité de vie, notamment en facilitant le respect du rythme du résident (périodes d'éveil et de sommeil) et en augmentant le temps de qualité de celui-ci par une meilleure efficacité et pertinence des interventions;
- Constitue un outil de prévention et d'intervention complémentaire permettant d'identifier des situations spécifiques, des problèmes, des causes et des besoins biopsychosociaux et environnementaux présents chez le résident et d'intervenir plus rapidement, le cas échéant;
- Doit être mise en fonction **uniquement** avec le consentement libre et éclairé de la part du résident et de son représentant, le cas échéant;
- Son recours comme moyen d'intervention doit se faire à la suite d'une évaluation clinique interdisciplinaire;
- N'est pas un outil permettant de pallier le manque de personnel;
- Ne constitue pas un moyen de surveillance de la prestation des soins et des services.

Lorsque l'utilisation de cette technologie n'a pas été autorisée par le résident et par son représentant, le cas échéant, un moyen doit être prévu afin que ces derniers soient assurés que le système n'est pas en fonction.

# Protocole d'utilisation à développer par les établissements

- Identifier le gestionnaire responsable et imputable de la bonne utilisation de cette technologie;
- Identifier le lieu où s'effectuera la surveillance (lieu confidentiel/écran visible uniquement par le surveillant);
- Développer des standards de surveillance et les outils de suivi;
- Identifier le mécanisme de protection, d'accès, de conservation et de destruction des données;
- Obtenir les autorisations (consentement) préalables auprès du résident et de son représentant, le cas échéant;
- Ajuster le code d'éthique de l'établissement en soutien à la mise en place des caméras.